

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

DU CONGRÈS DE BÂLE AU CONGRÈS DE LA HAYE

(1869 - 1870)

LES MANIGANCES DES MARXISTES DU CONSEIL GÉNÉRAL

D'après «*La Première internationale*» par Christian LABRANDE - 10-18 - 1976.

Le Congrès de Bâle avait été l'occasion du premier affrontement, à mots à peine déguisés, entre les tendances «*centraliste*» et fédéraliste. Après le rejet de la motion du Conseil général sur le droit d'héritage, la lutte prendra un caractère plus violent et ouvert, avec la publication de la «*communication privée*» et de la «*communication confidentielle*» du Conseil général.

Marx, qui avait pourtant manifesté dans une lettre à Engels son désir de ne pas envenimer les choses (19 février 1870), déclenchait une véritable chasse aux Bakouninistes.

Nous publions la «*communication confidentielle*» dans la traduction de J. Guillaume en reprenant les notes où il s'emploie à réfuter les nombreuses erreurs dues à la plume de Marx. On pourra toutefois trouver un rétablissement plus détaillé de la vérité dans la biographie de Marx par Mehring.

Nous avons choisi la version de la «*communication privée*» reproduite dans «*La Première Internationale*» - Recueil de documents Droz - tome 2.

(Note de Christian LABRANDE).

LA «COMMUNICATION CONFIDENTIELLE» DU CONSEIL GÉNÉRAL

*International Workingmen's Association
Central Council, London
Communication confidentielle*

Le Russe Bakounine (quoique je le connaisse depuis 1843, je laisse ici de côté tout ce qui n'est pas absolument nécessaire à l'intelligence de ce qui va suivre) eut peu après la fondation de l'Internationale une entrevue avec Marx à Londres. Ce dernier l'admit à ce moment dans l'Association, pour laquelle Bakounine promit d'agir de son mieux. Bakounine se rendit en Italie, reçut là, envoyés par Marx, les statuts provisoires et l'adresse aux classes ouvrières, répondit de façon très enthousiaste, mais ne fit rien. Après plusieurs années, durant lesquelles on n'entend plus parler de lui, il reparaît en Suisse. Là il se joint non pas à l'Internationale, mais à la *Ligue de la paix et de la liberté*. Après le Congrès de cette Ligue (Genève, 1867), Bakounine s'introduit dans le Comité exécutif de celle-ci, mais il y trouve des adversaires qui non seulement ne lui permettent aucune influence «*dictatoriale*», mais encore le surveillent comme suspect au point de vue russe (1). Peu après le Congrès de Bruxelles (septembre 1868) de l'Internationale, la Ligue de la paix tient son congrès à Lausanne (2). Cette fois Bakounine se pose en *fire-brand*, et - soit dit en passant - dénonce la bourgeoisie occidentale du ton sur lequel les optimistes (sic) moscovites ont coutume d'attaquer la ci-

(1) Dans l'original allemand «*russich verdächtig*»: «*russe suspect*».

(2) Le Congrès de 1868 de la Ligue eut lieu à Berne. Le Congrès de Lausanne de la Ligue s'est tenu en 1869.

vilisation occidentale pour pallier leur propre barbarie. Il propose une série de résolutions qui, ridicules en elles-mêmes, sont calculées pour inspirer l'effroi aux crétins bourgeois et pour permettre à M. Bakounine de sortir avec éclat de la *Ligue de la paix* et d'entrer dans l'Internationale. Il suffit de dire que son programme proposé au Congrès de Lausanne contient des absurdités comme l'égalité des classes (3), l'abolition de l'héritage comme début de la révolution sociale, etc..., des bavardages vides de sens, un chapelet de phrases creuses, qui prétendent être terribles, bref une insipide improvisation, qui n'était calculée qu'en vue de produire un certain effet momentané. Les amis de Bakounine à Paris (où se trouve un Russe coéditeur de la *Revue positiviste*) et à Londres annoncent au monde la sortie de Bakounine de la *Ligue de la paix* comme un événement et présentent son grotesque programme, cette *olla podrida* (*) de lieux communs usés, comme quelque chose d'extraordinairement effroyable et original.

Bakounine était sur ces entrefaites entré dans la branche romande de l'Internationale (à Genève). Il avait fallu des années pour qu'il se décidât à faire ce pas; mais il ne fallut pas un jour pour que M. Bakounine résolût de bouleverser l'Internationale et de la transformer en son instrument.

Derrière le dos du Conseil général - qui fut renseigné seulement lorsque tout sembla prêt - il fonda l'*Alliance des démocrates socialistes* (4). Le programme de cette société n'était autre chose que celui que Bakounine avait présenté au Congrès de la paix de Lausanne (5). La société s'annonçait ainsi dès le début comme une société destinée à faire la propagande spéciale de la science occulte bakouninienne (*Bakounin'sche Geheimweisheit*), et Bakounine lui-même, l'un des hommes les plus ignorants sur le terrain de la théorie sociale, figure ici tout à coup comme fondateur de secte. Mais le programme théorique de cette *Alliance* n'était en réalité qu'une simple comédie (*blosse Farce*). Le côté sérieux, c'était son organisation pratique. Cette société devait en effet être internationale, avec son comité central à Genève, c'est-à-dire sous la direction personnelle de Bakounine. Mais en même temps elle devait former une partie intégrante de l'*Association internationale des travailleurs*. Ses branches devaient d'une part être représentées au prochain Congrès de l'Internationale (à Bâle) et en même temps tenir leur propre Congrès à côté de l'autre dans des séances séparées, etc...

Le personnel dont disposa Bakounine tout d'abord, c'était la majorité d'alors du Comité fédéral romand de l'Internationale à Genève. J.-Ph. Becker, à qui le zèle propagandiste fait quelquefois perdre la tête, fut mis en avant. En Italie et en Espagne Bakounine avait quelques alliés.

Le Conseil général de Londres était parfaitement renseigné, il laissa toutefois Bakounine aller tranquillement de l'avant jusqu'au moment où celui-ci fut contraint, par J.-Ph. Becker, de faire parvenir au Conseil général, pour être sanctionnés, les statuts et le programme de l'*Alliance des démocrates socialistes* (6). Il s'en suivit une décision motivée et développée - tout à fait «judiciaire» et «objective» dans sa teneur, mais dont les considérants étaient pleins d'ironie - qui concluait ainsi: 1- le Conseil général n'admet pas l'*Alliance* comme branche de l'Internationale; 2- tous les articles du règlement de l'*Alliance* statuant sur ses relations avec l'Internationale sont déclarés nuls et de nul effet. Les considérants démontraient de manière claire et frappante que l'*Alliance* n'était rien qu'une machine destinée à désorganiser l'Internationale.

Ce coup était inattendu, Bakounine avait déjà transformé l'*Egalité*, l'organe central des membres de langue française de l'Internationale en Suisse, en son organe personnel, et il avait fondé en outre au Locle un petit moniteur privé, le *Progrès* (7). Le *Progrès* continue encore à jouer ce rôle sous la rédaction d'un partisan fanatique de Bakounine, un certain Guillaume.

Après plusieurs semaines de réflexion, le Comité central de l'*Alliance* envoya enfin une réponse au Conseil général, sous la signature de Perron, un Genevois. L'*Alliance*, dans son zèle pour la bonne cause, était prête à sacrifier son organisation particulière, mais à la condition toutefois que le Conseil général déclarât reconnaître ses principes «radicaux». Le Conseil général répondit qu'il était en dehors de ses fonctions

(3) Marx substitue le mot égalité au mot égalisation.

(*) *Olla podrida*: littéralement "marmite pourrie"; plat espagnol, sorte de "chili con carne".

(4) Imprécision de Marx. Il faut lire «*Alliance de la Démocratie socialiste*».

(5) Lire «*de Berne*».

(6) Cette assertion est inexacte. L'envoi des statuts et du programme allait de soi, et la décision négative de celui-ci provoqua la colère de Becker, tandis que Bakounine reconnut la justesse des motifs allégués par le Conseil.

(7) Les fondateurs du *Progrès* ne connaissaient pas encore Bakounine.

de prononcer comme juge sur les programmes théoriques des différentes sections; qu'il avait seulement à veiller à ce qu'ils ne continssent rien de directement contraire aux statuts et à leur esprit; qu'il devait en conséquence insister pour que la phrase ridicule du programme de *l'Alliance* sur l'égalité des classes fût éliminée et remplacée par l'abolition des classes (ce qui fut fait); qu'enfin *l'Alliance* serait admise après la dissolution de son organisation internationale particulière et après qu'elle aurait communiqué au Conseil général (ce qui ne fut jamais fait) une liste de toutes ses branches.

L'incident se trouva ainsi vidé. *L'Alliance* prononça sa dissolution nominale, mais elle continua d'exister en fait sous la direction de Bakounine, qui gouvernait en même temps le Comité fédéral romand. Aux organes dont elle disposait vient s'ajouter la *Confederacion* (8) à Barcelone, et, après le Congrès de Bâle, *l'Equalità* (9), à Naples.

Bakounine chercha à atteindre son but - transformer l'Internationale en son instrument personnel - d'une autre façon. Il fit proposer au Conseil général, par notre Comité romand de Genève, de placer la question de l'héritage dans le programme du Congrès de Bâle. Le Conseil général y consentit, afin de pouvoir assommer Bakounine d'un coup décisif. Le plan de Bakounine était celui-ci: le Congrès de Bâle ayant adopté les principes proclamés par Bakounine à Lausanne (10) il aura été démontré ainsi au monde que ce n'est pas Bakounine qui est allé à l'Internationale, mais que c'est l'Internationale qui est venue à Bakounine. Conséquence toute simple: le Conseil général de Londres (dont l'opposition à cette exhumation de la vieillerie saint-simonienne (11) était connue de Bakounine) doit céder la place, et le Congrès de Bâle transférera le Conseil général à Genève, c'est-à-dire que l'Internationale tombera sous la dictature de Bakounine.

Bakounine machina une véritable conspiration pour s'assurer la majorité au Congrès de Bâle. Il y eut même de faux mandats, comme celui de Guillaume pour Le Locle (12). Bakounine lui-même mendia des mandats à Naples et à Lyon. Des calomnies de tout genre furent répandues contre le Conseil général. Aux unes on disait que l'élément bourgeois y dominait; autres, qu'il était le foyer du communisme autoritaire. Le résultat du Congrès de Bâle est connu. Les propositions de Bakounine ne furent pas adoptées, et le Conseil général resta à Londres (13).

Le dépit que lui causa l'échec de ce plan à la réussite duquel Bakounine avait attaché peut-être toutes sortes de spéculations privées - se donna carrière par des articles irrités de *l'Égalité* et du *Progrès*. Ces journaux prirent en même temps de plus en plus des allures d'oracles officiels. Tantôt l'une, tantôt l'autre des sections suisses de l'Internationale était mise au ban parce que, contrairement aux prescriptions expresses de Bakounine, elles avaient participé au mouvement politique, etc... Enfin la fureur longtemps contenue contre le Conseil général éclata ouvertement. *Le Progrès* et *l'Égalité* se moquaient, attaquaient, déclaraient que le Conseil général ne remplissait pas ses devoirs, par exemple au sujet du bulletin trimestriel; le Conseil général devait se débarrasser du contrôle direct sur l'Angleterre, et faire instituer à côté de lui un Comité central anglais, qui s'occuperait des affaires anglaises; les résolutions du Conseil général au sujet des prisonniers *fénians* étaient une transgression de ses fonctions attendu qu'il ne devait pas se mêler des questions de politique locale. *Le Progrès* et *l'Égalité*, de plus prirent parti pour Schweitzer, et sommèrent

(8) Lire «*La Federacion*».

(9) Lire «*L'Eguaglianza*».

(10) Lire «*A Berne*».

(11) En français dans le texte. Cette «*vieillesse saint-simonienne*» que Marx traite ici de façon si dédaigneuse figure en toutes lettres dans le «*Manifeste du parti communiste*» de Marx et d'Engels. Voici ce qu'on lit, aux § 52 et 53: «*La première démarche de la révolution ouvrière sera de constituer le prolétariat en classe régnante... Des mesures devront être prises qui, sans doute, paraîtront insuffisantes et auxquelles on ne pourra pas s'en tenir, mais qui... seront indispensables, à titre de moyen pour révolutionner tout le régime de production: 1- Expropriation de la propriété foncière; 2- Impôt fortement progressif; 3- Abolition de l'héritage; ...*» - Traduction de Ch. Andler.

(12) Ceci est un comble. Et les graveurs du Locle ne me chassèrent pas ignominieusement comme un faussaire, lorsque le 25 septembre, j'allai rendre compte de ma délégation dans l'assemblée des trois sections! Pauvre Marx! A quelles stupidités s'est abaissé parfois cette intelligence qui pouvait rendre - et qui a rendu, malgré les aberrations de l'homme et son détestable caractère - de si grands services à la cause du prolétariat!

(13) Ceci est précisément le contre-pied de la vérité. On a vu que les délégués du Conseil général proposèrent, au nom de ce Conseil, que le siège en fût transféré à Bruxelles, et que nous insistâmes tous - les délégués de la Suisse française d'une façon encore plus pressante que leurs collègues des autres pays - pour que le Conseil restât à Londres.

catégoriquement le Conseil général de se prononcer officiellement et publiquement sur la question Liebknecht-Schweitzer. Le journal *le Travail* (de Paris), où les amis parisiens de Schweitzer faisaient passer des articles en sa faveur recevait à ce sujet les éloges du *Progrès* et de l'*Égalité*, et cette dernière l'invitait à faire cause commune contre le Conseil général.

Le moment était arrivé, par conséquent, où il fallait intervenir. La pièce ci-jointe est la copie textuelle de la missive du Conseil général au Comité central romand de Genève. Le document est trop long pour le traduire en allemand.

Les Comités français (bien que Bakounine eût fortement intrigué à Lyon et Marseille et eût gagné quelques jeunes cerveaux brûlés) de même que le Conseil général belge (Bruxelles) se sont déclarés complètement d'accord avec ce rescrit (*Rescript*) du Conseil général.

La copie pour Genève (parce que le secrétaire pour la Suisse, Jung, était très occupé) fut un peu retardée. Elle se croisa, par suite, avec une lettre officielle de Perret, secrétaire du Comité central romand de Genève, au Conseil général. Voici ce qui s'est passé. La crise avait éclaté à Genève avant l'arrivée de notre lettre. Quelques rédacteurs de l'*Égalité* s'étaient opposés à la direction dictée par Bakounine. Celui-ci (14) et ses partisans (dont six rédacteurs de l'*Égalité*) voulaient forcer le Comité de Genève à éloigner les récalcitrants.

Mais le Comité de Genève était depuis longtemps fatigué du despotisme de Bakounine; il était mécontent de se voir mis par lui en opposition aux comités de la Suisse allemande, au Conseil général, etc... Il confirma donc tout au contraire dans leurs fonctions les rédacteurs de l'*Égalité* qui déplaisaient à Bakounine. Là-dessus ses hommes donnèrent leur démission de rédacteurs, croyant qu'ils allaient par là empêcher le journal de marcher.

En réponse à notre missive, le Comité central de Genève déclara que les attaques de l'*Égalité* avaient eu lieu contre sa volonté, qu'il n'avait jamais approuvé la politique qu'on y avait prêchée, que le journal était maintenant rédigé sous la stricte surveillance du Comité, etc...

Bakounine, là-dessus, se retire de Genève dans le Tessin (15). Il n'a plus la main, en ce qui concerne la Suisse, que dans *le Progrès* du Locle.

Bientôt après, Herzen mourut. Bakounine, qui depuis l'époque où il avait voulu devenir le chef du mouvement ouvrier européen, avait renié son ancien ami et patron Herzen, emboucha, aussitôt après la mort de celui-ci, la trompette de louange. Pourquoi? Herzen, quoique personnellement riche, se faisait payer vingt-cinq mille francs par an pour la propagande par le parti panslaviste et pseudosocialiste en Russie, avec lequel il entretenait des relations amicales. Par son panégyrique, Bakounine a fait dériver sur lui-même cet argent, et il a ainsi recueilli l'héritage de Herzen - malgré sa haine de l'héritage - pécuniairement et moralement, *sine beneficio inventarii* (*sans bénéfice d'inventaire*).

En même temps une jeune colonie de réfugiés russes s'est établie à Genève, étudiants émigrés dont les intentions sont véritablement honnêtes, et qui prouvent leur honnêteté en faisant de la lutte contre le panslavisme le point principal de leur programme (16). Ils publient à Genève un journal, la *Voix du Peuple* (17). Ils ont écrit à Londres il y a environ deux semaines, ont envoyé leurs statuts et leur programme et ont demandé l'autorisation de constituer une section russe. Elle leur a été accordée. Dans une lettre particulière à Marx, ils l'ont prié de les représenter provisoirement dans le Conseil général. Accepté également. Ils ont annoncé en même temps - et semblaient vouloir s'excuser à ce sujet auprès de Marx - qu'ils devaient prochainement arracher publiquement le masque à Bakounine, attendu que cet individu tient deux langages tout à fait différents, l'un en Russie, l'autre en Europe. Ainsi le jeu de cet intrigant des plus dangereux sera - sur le terrain de l'Internationale du moins - bientôt fini.

(14) Bakounine ne savait rien de ce qui se passait à Genève; il s'occupait à Locarno à traduire «*Das Kapital*», sans se douter que l'auteur de ce livre lui prêtait de si noires intrigues.

(15) Bakounine avait quitté Genève plus de deux mois avant le changement dans la rédaction de l'*Égalité*.

(16) Ne pas oublier qu'Outine et Trousov, ces émigrés «*véritablement honnêtes*», ont plus tard imploré et obtenu le pardon du gouvernement russe, et ont fini leurs jours en Russie comme sujets fidèles du Tsar.

(17) Lire «*La Cause du Peuple*».